

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Léry

Code géographique : 67055

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec



Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Dale Stewart, atteste la véracité du rapport financier

de Léry pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Léry pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-12.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-07-05

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Léry, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Léry au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Léry inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2017-07-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 156 750	3 154 249		3 154 249	3 082 242
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 950	3 000		3 000	3 547
Quotes-parts	3					
Transferts	4	657 175	127 939		127 939	110 904
Services rendus	5	5 400	32 430		32 430	15 349
Imposition de droits	6	129 150	171 492		171 492	140 840
Amendes et pénalités	7	37 975	32 571		32 571	53 146
Revenus de placements de portefeuille	8		858		858	1 666
Autres revenus d'intérêts	9	27 000	33 144		33 144	32 021
Autres revenus	10	19 625	95 418		95 418	70 169
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	4 036 025	3 651 101		3 651 101	3 509 884
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		(16 486)		(16 486)	30 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17		3 975		3 975	17 400
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19		(12 511)		(12 511)	47 400
	20	4 036 025	3 638 590		3 638 590	3 557 284
Charges						
Administration générale	21	536 325	532 402	28 805	561 207	524 517
Sécurité publique	22	927 850	761 941	38 749	800 690	642 137
Transport	23	437 375	415 730	51 038	466 768	457 302
Hygiène du milieu	24	454 600	488 336	535 970	1 024 306	1 200 255
Santé et bien-être	25	23 850	25 483		25 483	23 843
Aménagement, urbanisme et développement	26	230 650	260 577		260 577	247 627
Loisirs et culture	27	90 700	117 668	9 694	127 362	106 484
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	389 750	390 349		390 349	393 977
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	630 075	664 256	(664 256)		
	32	3 721 175	3 656 742		3 656 742	3 596 142
Excédent (déficit) de l'exercice	33	314 850	(18 152)		(18 152)	(38 858)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	314 850	(18 152)	(38 858)
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	(12 511)) (	47 400)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	314 850	(5 641)	(86 258)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	630 075	664 256	641 740
Produit de cession	5			200
(Gain) perte sur cession	6		4 756	(200)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	630 075	669 012	641 740
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12		4 664	6 095
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		4 664	6 095
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		27 080	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 007 875) (	487 841) (	517 268)
	18	(1 007 875)	(460 761)	(517 268)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	75 000) (	242 470) (	120 747)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	53 000	5 249	30 851
Excédent de fonctionnement affecté	21	84 950	66 675	84 550
Réserves financières et fonds réservés	22		(10 000)	(10 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		1 695	35 185
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	62 950	(178 851)	19 839
	26	(314 850)	34 064	150 406
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		28 423	64 148

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		(12 511)	47 400
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	10 000)	(539 796)	(20 286)
Sécurité publique	3 (	)	(22 771)	(24 390)
Transport	4 (	40 000)	(64 143)	(82 884)
Hygiène du milieu	5 (	)	(69 000)	(212 387)
Santé et bien-être	6 (	)	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	(1 355)	()
Loisirs et culture	8 (	10 000)	(34 126)	(113 414)
Réseau d'électricité	9 (	)	()	()
	10 (	60 000)	(731 191)	(453 361)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 (	)	(6 128)	(6 128)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		2 422 920	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	75 000	242 470	120 747
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		19 559	155 981
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		19 500	
	18	75 000	281 529	276 728
	19	15 000	1 967 130	(182 761)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	15 000	1 954 619	(135 361)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	572 050	591 376	525 458
Charges sociales	2	103 025	106 306	89 664
Biens et services	3	813 925	1 541 024	1 556 676
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	389 750	341 860	326 754
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		48 489	67 223
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 212 350	347 352	376 109
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13		16 079	12 518
Amortissement des immobilisations	14	630 075	664 256	641 740
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	3 721 175	3 656 742	3 596 142

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
Revenus				
Taxes	1	3 156 750	3 154 249	3 082 242
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 950	3 000	3 547
Quotes-parts	3			
Transferts	4	657 175	111 453	140 904
Services rendus	5	5 400	32 430	15 349
Imposition de droits	6	129 150	171 492	140 840
Amendes et pénalités	7	37 975	32 571	53 146
Revenus de placements de portefeuille	8		858	1 666
Autres revenus d'intérêts	9	27 000	33 144	32 021
Autres revenus	10	19 625	99 393	87 569
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 036 025	3 638 590	3 557 284
Charges				
Administration générale	14	555 750	561 207	524 517
Sécurité publique	15	966 400	800 690	642 137
Transport	16	480 250	466 768	457 302
Hygiène du milieu	17	977 275	1 024 306	1 200 255
Santé et bien-être	18	23 850	25 483	23 843
Aménagement, urbanisme et développement	19	230 650	260 577	247 627
Loisirs et culture	20	97 250	127 362	106 484
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	389 750	390 349	393 977
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 721 175	3 656 742	3 596 142
Excédent (déficit) de l'exercice	25	314 850	(18 152)	(38 858)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		15 195 651	15 251 909
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(17 400)
Solde redressé	28		15 195 651	15 234 509
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		15 177 499	15 195 651

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	314 850	(18 152)	(38 858)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	60 000) (	731 191) (	453 361)
Produit de cession	3			200
Amortissement	4	630 075	664 256	641 740
(Gain) perte sur cession	5		4 756	(200)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	570 075	(62 179)	188 379
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 990)	(903)
	11		(2 990)	(903)
	12	884 925	(83 321)	148 618
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	884 925	(83 321)	148 618
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 958 429)	(8 089 647)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			(17 400)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 958 429)	(8 107 047)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(8 041 750)	(7 958 429)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	183 916	258 129
Débiteurs (note 5)	2	4 076 774	5 332 262
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	13 245	11 781
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 273 935	5 602 172
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	250 000	2 750 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	240 303	288 820
Revenus reportés (note 12)	12	2 347	5 798
Dette à long terme (note 13)	13	11 823 035	10 515 983
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	12 315 685	13 560 601
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(8 041 750)	(7 958 429)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	23 203 198	23 141 019
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 428	1 428
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	14 623	11 633
	21	23 219 249	23 154 080
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	15 177 499	15 195 651

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(18 152)	(38 858)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	664 256	641 740
Autres			
- Perte sur cession immo	3	4 756	(200)
-	4		
	5	650 860	602 682
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 255 488	275 464
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(48 517)	(205 590)
Revenus reportés	9	(3 451)	(14 086)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(2 990)	(903)
	14	1 851 390	657 567
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(731 191)	(453 361)
Produit de cession	16		200
	17	(731 191)	(453 161)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(6 128)	(6 128)
Remboursement ou cession	19	4 664	6 095
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(1 464)	(33)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	2 450 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 144 643)	(1 028 532)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 500 000)	650 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 695	35 185
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 192 948)	(343 347)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(74 213)	(138 974)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	258 129	397 103
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	258 129	397 103
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	183 916	258 129

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Léry est un organisme municipal constitué et régi selon la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Léry, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

La Ville utilise la méthode de comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits et transactions.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date du transfert;
Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

C) Actifs financiers*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs*Dette à long terme*

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les   tats financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans
Améliorations locatives	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville b  n  fici  ra au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville b  n  fici  ra des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins des frais d'émission de la dette à long terme et est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments*Affectations*

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du Conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants :

- Fonds de roulement

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de cinq ans.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	183 916	215 000
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	139 803	101 919
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	3 636 357	4 327 529
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	116 833	506 131
Organismes municipaux	7	112 396	312 438
Autres			
- Droit de mutation	8	26 283	23 948
- Autres	9	45 102	60 297
	10	4 076 774	5 332 262
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 602 440	4 259 241
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	3 602 440	4 259 241
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	14 235	17 103
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	13 245	11 781
Autres placements	23		
	24	13 245	11 781
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27	(_____)	(_____)
	28	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32	20 668	16 533
Régimes de retraite des élus municipaux	33		
	34	_____ 20 668	_____ 16 533
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	137 391	197 280
Salaires et avantages sociaux	39	38 560	43 549
Dépôts et retenues de garantie	40	500	
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts	44	47 259	43 248
- Organismes municipaux	45	16 593	4 743
-	46		
-	47		
-	48		
	49	240 303	288 820
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50	1 199	4 665
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Loyer	56	1 148	1 133
-	57		
-	58		
-	59		
	60	2 347	5 798
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016		2015	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	3,00	2017	2021
			61	
	10 302 600			9 222 800
Obligations et billets en monnaies étrangères			62	
Gains (pertes) de change reportés			63	
			64	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			65	
Organismes municipaux			66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			67	174 543
Autres	3,00	3,07	2017	2021
			68	
	1 558 700			1 158 600
			69	
	11 861 300			10 555 943
Frais reportés liés à la dette à long terme			70	(38 265) (39 960)
			71	
	11 823 035			10 515 983

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2017	72	80	5 689 000	88	97	51 400
2018	73	81	630 600	89	98	1 057 300
2019	74	82	515 000	90	99	515 000
2020	75	83	524 000	91	100	524 000
2021	76	84	2 944 000	92	101	450 000
2022 et +	77	85		93	102	
	78	86	10 302 600	94	103	1 558 700
Intérêts et frais accessoires			95	()	112	()
	79	87	10 302 600	96	104	1 558 700
					113	11 861 300

Note

	2016		2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(8 041 750)	115	(7 958 429)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	() ()	116	() ()
Autres	116	() ()	117	(8 041 750) (7 958 429)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	118	8 814 183	146	35 122	173	200		8 849 305	
Eaux usées	119	11 757 062	147	31 527	174	201		11 788 589	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	2 195 836	148	81 955	175	202		2 277 791	
Autres	121		149		176	203			
Réseau d'électricité	122		150		177	204			
Bâtiments	123	670 809	151	513 262	178	205		1 184 071	
Améliorations locatives	124	16 390	152		179	206		16 390	
Véhicules	125	748 288	153	3 311	180	207		751 599	
Ameublement et équipement de bureau	126	210 262	154	27 889	181	208		238 151	
Machinerie, outillage et équipement divers	127	222 245	155	38 125	182	209		260 370	
Terrains	128	1 861 444	156		183	210		1 861 444	
Autres	129		157		184	211			
	130	26 496 519	158	731 191	185	212		27 227 710	
Immobilisations en cours	131	4 756	159		186	4 756	213		
	132	26 501 275	160	731 191	187	4 756	214	27 227 710	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	133	764 064	161	236 559	188	215		1 000 623	
Eaux usées	134	1 010 782	162	295 728	189	216		1 306 510	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	713 762	163	37 911	190	217		751 673	
Autres	136		164		191	218			
Réseau d'électricité	137		165		192	219			
Bâtiments	138	384 731	166	21 390	193	220		406 121	
Améliorations locatives	139	9 834	167	1 639	194	221		11 473	
Véhicules	140	200 694	168	44 778	195	222		245 472	
Ameublement et équipement de bureau	141	155 282	169	10 992	196	223		166 274	
Machinerie, outillage et équipement divers	142	121 107	170	15 259	197	224		136 366	
Autres	143		171		198	225			
	144	3 360 256	172	664 256	199	226		4 024 512	
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	23 141 019				227		23 203 198	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	228	423 768	231		233	423 768	235		
Amortissement cumulé	229	(85 182)	232	(21 331)	234	(106 513)	236	()	
Valeur comptable nette	230	338 586					237		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	1 428	1 428
	241	1 428	1 428
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	1 428	1 428
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances	244	14 623	11 633
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	14 623	11 633
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville de Léry s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2017	917 962 \$
2018	643 177 \$
2019	605 468 \$
2020	603 539 \$
2021	603 539 \$
2022	603 539 \$
2023	539 726 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

c) Poursuites

Dans le cadre du contrat intervenu entre la Ville et un fournisseur, relativement à la mise en place des réseaux d'égouts sanitaires et d'aqueduc (secteur des Parcs et chemin du Lac St-Louis), le fournisseur fait état d'une demande de paiement de 3 402 956 \$. En janvier 2014, ce dernier a signifié à la Ville une requête introductive d'instance.

La Ville considère qu'elle a acquitté les sommes dues aux termes du contrat intervenu entre les parties et refuse de payer.

De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Ville et la Municipalité régionale de comté (MRC) font l'objet, conjointement, d'une requête introductive d'instance de la part de certains propriétaires de lots de la ville. Ces propriétaires demandent à la Cour de déclarer certains règlements de zonage de la Ville et de la MRC inopposables, nuls et inopérants à leur égard et de condamner la Ville et la MRC à verser la somme de 43 855 000 \$ en indemnité et la somme de 125 000 \$ à titre de dommages punitifs.

La Ville et la MRC font aussi l'objet, conjointement, d'une deuxième requête introductive d'instance de la part d'un propriétaire de lots de la ville. Ce propriétaire demande à la Cour de déclarer certains règlements de zonage de la Ville et de la MRC inopposables, nuls et inopérants à son égard et de condamner la Ville et la MRC à verser la somme de 1 200 000 \$ en indemnité.

La Ville et la MRC ont contesté ces réclamations qui, de l'avis de la direction, sont sans fondement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et les montants que la Ville et la MRC pourraient, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la Ville.

La Ville fait également l'objet d'une mise en demeure d'un citoyen qui prétend que des travaux effectués pour la Ville ont endommagé son terrain et sa propriété. Le citoyen fait état d'une demande de paiement de 25 000 \$.

La Ville considère ne rien devoir verser. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets financiers comportent une comparaison avec le budget adopté par la municipalité.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2016	2015
Encaisse	250	183 916	258 129
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	262	183 916	258 129

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

263

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

24. Fonds local d'investissement**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	(	)
	279		
	280		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281
Revenus reportés	282
Dette à long terme	283
	284
Solde du Fonds local d'investissement	285

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	293

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	296
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	299

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	(	)
	306		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	311

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	314

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	317

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

- 26.** Certains chiffres de l'exercice 2015 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2016.
-

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 525	32 541
Excédent de fonctionnement affecté	2	560 756	607 800
Réserves financières et fonds réservés	3	205 500	215 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	11 182) (	17 592)
Financement des investissements en cours	5	(602 556)	(2 557 175)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 008 456	16 915 077
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 177 499	15 195 651
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 525	32 541
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	16 525	32 541
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Matières résiduelles	12	252 025	252 025
- Plaintes et rôle d'évaluation	13	8 550	8 550
- À l'exercice suivant	14	25 000	53 000
- Service incendie/urbanisme	15	50 000	40 000
- Service de police	16	76 375	76 375
- Allocation de transition	17	12 050	8 625
- CITSO/Élections	18	18 325	14 700
- Aqueduc et égout - Phase I	19	118 431	140 850
- Intersection 132	20		13 675
	21	560 756	607 800
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	22		
	23		
	24		
	25		
	26	560 756	607 800
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	205 500	215 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34		
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-	40		
-	41		
	42	205 500	215 000
	43	205 500	215 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (	) (
Régimes non capitalisés	45 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (	) (
Autres	47 (	) (
Régimes non capitalisés	48 (	) (
	49 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (	) (
Autres		
-	53 (	) (
-	54 (	) (
	55 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	57 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	59 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	) (
Autres		
-	61 (	) (
-	62 (	) (
	63 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 (	49 446) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (	) (
Autres		
-	67 (	) (
-	68 (	) (
	69 (	49 446) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	38 264
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	39 959
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	38 264
	75 (	11 182) (

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	151	151
Investissements à financer	77 (	602 707) (	2 557 326)
	78	(602 556)	(2 557 175)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	23 203 198	23 141 019
Propriétés destinées à la revente	80	1 428	1 428
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	13 245	11 781
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	23 217 871	23 154 228
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	85	11 823 035	10 515 983
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	38 265	39 960
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	3 602 440) (	4 259 241)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	49 445) (	57 551)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	) (	)
	90	8 209 415	6 239 151
Dettes en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	8 209 415	6 239 151
	93	15 008 456	16 915 077

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u> </u>
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	() ()
Charge de l'exercice	60	() ()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	() ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	() ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

		2016	2015
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>20 668</u>	<u>16 533</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☐ Oui
 95 ☐ Non

		2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2016	2015
Cotisations des élus au RREM	97	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u> </u>	<u> </u>
	100	<u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	11 861 300
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	602 707
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	3 602 440
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 861 567
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	8 861 567
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	56 535
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	8 918 102
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	8 918 102
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 247 300	2 233 764	2 165 819
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 247 300	2 233 764	2 165 819
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	131 150	132 240	140 376
Égout	11	46 600	37 106	32 686
Traitement des eaux usées	12	45 225	55 515	47 234
Matières résiduelles	13	235 175	238 128	236 426
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 475	10 403	9 544
Service de la dette	18	440 825	447 093	450 157
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	909 450	920 485	916 423
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	909 450	920 485	916 423
	26	3 156 750	3 154 249	3 082 242

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 300	1 307	1 285
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 300	1 307	1 285
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	1 250	1 284	1 860
	35	1 250	1 284	1 860
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 550	2 591	3 145
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	400	409	402
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	400	409	402
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 950	3 000	3 547

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	262 875	54 374	46 802
Traitement des eaux usées	69	131 425	22 389	19 297
Réseaux d'égout	70	262 875	51 176	44 805
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	657 175	127 939	110 904

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	(16 486)	30 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	(16 486)	30 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139	657 175	111 453
			140 904

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	5 400	25 854
Sécurité civile	146		11 487
Autres	147		
	148	5 400	25 854
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	5 400	25 854
			11 487

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	6 576	3 862
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195	6 576	3 862
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196 5 400	32 430	15 349
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197 16 150	21 841	18 461
Droits de mutation immobilière	198 113 000	149 651	122 379
Droits sur les carrières et sablières	199		
Autres	200		
	201 129 150	171 492	140 840
AMENDES ET PÉNALITÉS	202 37 975	32 571	53 146
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203	858	1 666
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204 27 000	33 144	32 021
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	(4 756)	200
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207		
Contributions des promoteurs	208		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209		
Contributions des organismes municipaux	210	36 593	43 524
Autres contributions	211	3 975	17 400
Autres	212 19 625	63 581	26 445
	213 19 625	99 393	87 569
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214		

ANALYSE DES CHARGES **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	92 750	95 470		95 470	93 940
Greffé et application de la loi	2	4 000	375		375	
Gestion financière et administrative	3	254 900	279 507	28 805	308 312	276 732
Évaluation	4	50 375	51 796		51 796	25 519
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Autres	6	134 300	105 254		105 254	128 326
-	7					
	8	536 325	532 402	28 805	561 207	524 517
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	724 475	547 121		547 121	388 236
Sécurité incendie	10	200 125	213 069	38 749	251 818	251 471
Sécurité civile	11	500				
Autres	12	2 750	1 751		1 751	2 430
	13	927 850	761 941	38 749	800 690	642 137
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	244 225	228 603	51 038	279 641	271 955
Enlèvement de la neige	15	71 000	72 632		72 632	62 025
Éclairage des rues	16	23 150	22 914		22 914	25 452
Circulation et stationnement	17	10 850	14 856		14 856	8 565
Transport collectif						
Transport en commun	18	87 925	76 463		76 463	89 096
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	225	262		262	209
	22	437 375	415 730	51 038	466 768	457 302

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016			Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	52 275	26 587	19 073	45 660	55 192
Réseau de distribution de l'eau potable	24	76 175	122 268	221 171	343 439	433 513
Traitement des eaux usées	25	45 225	61 354	89 553	150 907	128 359
Réseaux d'égout	26	45 750	87 245	206 173	293 418	386 461
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	80 500	51 422		51 422	67 809
Élimination	28	80 500	51 422		51 422	67 809
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	58 175	58 239		58 239	59 039
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	9 000	10 000		10 000	
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	7 000	19 799		19 799	2 073
	40	454 600	488 336	535 970	1 024 306	1 200 255
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	23 850	25 483		25 483	23 843
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	23 850	25 483		25 483	23 843
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	205 300	221 509		221 509	208 162
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	15 350	15 391		15 391	14 330
Tourisme	49					
Autres	50		499		499	5 291
Autres	51	10 000	23 178		23 178	19 844
	52	230 650	260 577		260 577	247 627

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 750	3 607		3 607	2 691
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	12 650	17 252	9 694	26 946	26 400
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	17 400	20 859	9 694	30 553	29 091
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	73 300	96 809		96 809	77 393
	66	73 300	96 809		96 809	77 393
	67	90 700	117 668	9 694	127 362	106 484
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	360 975	313 085		313 085	291 569
Autres frais	70	28 775	28 775		28 775	35 185
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		48 489		48 489	67 223
	73	389 750	390 349		390 349	393 977
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	630 075	664 256	(664 256)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Léry (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2017-07-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions 1 3 154 249

Ajouter

Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité
municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM 2 _____

Déduire

Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement
et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente
de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la
Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92
et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales
(chapitre C-47.1) 3 _____

Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM 4 _____

Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM 5 _____

Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM 6 _____

Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement
avant l'échéance 7 _____

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations
d'évaluations foncière et locative _____

Montant relatif aux taxes foncières 8 _____

Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative 9 _____ 10 _____

Revenus de taxes 11 3 154 249

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 154 249
------------------	---	-----------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	3 154 249
----------------------	---	-----------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	53 991
--	---	--------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 403
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
	10	64 394

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	3 089 855
---	----	-----------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	360 841 100
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	363 430 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	362 135 800

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	3 089 855
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	362 135 800
Taux global de taxation réel de 2016	6	[] [] [] , [8] [5] [3] [2] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		35 122	109 573
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		7 906	28 405
Conduites d'égout	4		23 622	64 926
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	40 000	47 828	34 333
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	10 000	34 126	113 414
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 000	29 423	13 361
Édifices communautaires et récréatifs	14		483 839	4 192
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		3 311	48 552
Ameublement et équipement de bureau	18		27 889	24 068
Machinerie, outillage et équipement divers	19		38 125	12 537
Terrains	20			
Autres	21			
	22	60 000	731 191	453 361

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		35 122	109 573
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		7 906	28 405
Conduites d'égout	31		23 622	64 926
Autres infrastructures	32		81 954	147 747
Autres immobilisations	33		582 587	102 710
	34		731 191	453 361

**ANALYSE DE LA DETTE    LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1��r janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Det��te à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	9 222 800	2 000 000	920 200	10 302 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5	174 543		174 543	
Autres	6	1 158 600	450 000	49 900	1 558 700
	7	10 555 943	2 450 000	1 144 643	11 861 300
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	164 299		18 600	145 699
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	6 132 403	2 450 000	469 242	8 113 161
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	6 296 702	2 450 000	487 842	8 258 860
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	4 259 241		656 801	3 602 440
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 259 241		656 801	3 602 440
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	4 259 241		656 801	3 602 440
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 259 241		656 801	3 602 440
	26	10 555 943	2 450 000	1 144 643	11 861 300
Det��te en cours de refinancement	27 (				)
Reclassement / Redressement	28				
	29	10 555 943	2 450 000	1 144 643	11 861 300

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	23 400	33 139	24 518
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	733 000		
Sécurité incendie	5	69 000		
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	85 925	76 463	84 245
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	219 175	161 083	194 656
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	23 850	25 482	23 845
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	8 825	7 008	8 118
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 350	15 391	14 330
Autres	21	27 025	23 178	19 844
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	6 800	5 608	6 553
Réseau d'électricité	24			
	25	1 212 350	347 352	376 109

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,00	37,50	1 954,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	35,00	1 890,00	***	***	***
Cols blancs	3	4,25	35,00	7 586,00	***	***	***
Cols bleus	4	3,00	40,00	6 815,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	20,00	3,00	3 005,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	29,25		21 250,00	***	***	***
Élus	9	7,00			51 467	3 225	54 692
	10	36,25			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	54 374				54 374
Traitement des eaux usées	14	22 389				22 389
Réseaux d'égout	15	51 176				51 176
Autres	16		(16 486)			(16 486)
	17	127 939	(16 486)			111 453

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Grefte et application de la loi	1	375	27		53	375	79		105	375	131
Évaluation	2	51 796	28		54	51 796	80		106	51 796	132
Autres	3	480 231	29	28 805	55	509 036	81	6 576	107	502 460	133 8 618
	4	532 402	30	28 805	56	561 207	82	6 576	108	554 631	134 8 618
Sécurité publique											
Police	5	547 121	31		57	547 121	83		109	547 121	135
Sécurité incendie	6	213 069	32	38 749	58	251 818	84	25 854	110	225 964	136 3 387
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	1 751	34		60	1 751	86		112	1 751	138
	9	761 941	35	38 749	61	800 690	87	25 854	113	774 836	139 3 387
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	228 603	36	51 038	62	279 641	88		114	279 641	140 1 564
Enlèvement de la neige	11	72 632	37		63	72 632	89		115	72 632	141
Autres	12	37 770	38		64	37 770	90		116	37 770	142
Transport collectif	13	76 463	39		65	76 463	91		117	76 463	143
Autres	14	262	40		66	262	92		118	262	144
	15	415 730	41	51 038	67	466 768	93		119	466 768	145 1 564
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	26 587	42	19 073	68	45 660	94		120	45 660	146 3 584
Réseau de distribution de l'eau potable	17	122 268	43	221 171	69	343 439	95		121	343 439	147 158 608
Traitement des eaux usées	18	61 354	44	89 553	70	150 907	96		122	150 907	148 65 309
Réseaux d'égout	19	87 245	45	206 173	71	293 418	97		123	293 418	149 149 279
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	102 844	46		72	102 844	98		124	102 844	150
Matières recyclables	21	68 239	47		73	68 239	99		125	68 239	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25	19 799	51		77	19 799	103		129	19 799	155
	26	488 336	52	535 970	78	1 024 306	104		130	1 024 306	156 376 780

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
			+	=		-		=		
Santé et bien-être										
Logement social	157	25 483	172	187	25 483	202	217	25 483	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	25 483	175	190	25 483	205	220	25 483	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	221 509	176	191	221 509	206	221	221 509	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	15 890	178	193	15 890	208	223	15 890	238	
Autres	164	23 178	179	194	23 178	209	224	23 178	239	
	165	260 577	180	195	260 577	210	225	260 577	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	20 859	181	9 694	30 553	211	226	30 553	241	
Activités culturelles										
Bibliothèques	167		182	197		212	227		242	
Autres	168	96 809	183	198	96 809	213	228	96 809	243	
	169	117 668	184	9 694	127 362	214	229	127 362	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	2 602 137	186	664 256	3 266 393	216	32 430	3 233 963	246	390 349

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	731 191	453 361
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	731 191	453 361

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Walter Letham	16 765	8 362
Gérald Ranger	3 848	1 924
Mylène Loiseau	4 795	2 397
Éric Pinard	3 848	1 924
Jacques Laberge	3 848	1 924
Léon Leclerc	3 848	1 924
Johanne Dutil	3 848	1 924

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	32 541	260 850
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	32 541	260 850
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	28 423	64 148
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(5 249)	(30 851)
Activités d'investissement	6	(19 559)	(155 981)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(19 631)	(105 625)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(16 016)	(228 309)
Solde à la fin de l'exercice	12	16 525	32 541
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	607 800	586 725
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	607 800	586 725
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(66 675)	(84 550)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	19 631	105 625
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(47 044)	21 075
Solde à la fin de l'exercice	22	560 756	607 800
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	254 959	297 544
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(39 959)	(92 544)
Solde redressé au début de l'exercice	25	215 000	205 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	10 000	10 000
Activités d'investissement	27	(19 500)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(9 500)	10 000
Solde à la fin de l'exercice	31	205 500	215 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(57 551)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	39 959	(17 592)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(17 592)	(17 592)
Affectations			
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	(28 775)	(35 185)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	27 080	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	(27 080)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	35 185	35 185
Solde à la fin de l'exercice	39	(11 182)	(17 592)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	40	(2 557 175)	(2 421 814)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41		
Solde redressé au début de l'exercice	42	(2 557 175)	(2 421 814)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	1 954 619	(135 361)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44		
Excédent de fonctionnement affecté	45		
Réserves financières et fonds réservés	46		
	47	1 954 619	(135 361)
Solde à la fin de l'exercice	48	(602 556)	(2 557 175)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	49	16 915 077	16 528 604
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50		92 736
Solde redressé au début de l'exercice	51	16 915 077	16 621 340
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(2 422 920)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55		
Variation résiduelle de l'exercice	56	516 299	293 737
Solde à la fin de l'exercice	57	15 008 456	16 915 077

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	225 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	225 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	225 000

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	, \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 6 0 0 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0 , 6 0 0 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1 , 2 0 0 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	1 , 0 5 0 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	0 , 6 0 0 0 \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 5 5 , 0 0	\$
Égout	2	1 7 5 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2 2 0 , 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Raccordement eau et égout - Phase I	,1130	1	Dette - Réseau phase I
Raccordement eau et égout - Phase I	515,2500	4	Dette - Réseau phase I
Raccordement eau	574,5000	4	Presqu'Ile Asselin
Raccordement eau et égout	462,5000	4	Place du Marquis
Raccordement condominium	1 178,5000	4	Dette - Place Marquis
Raccordement condominium	45,5000	4	Travaux - Place Marquis
Collecte sélective - 7 logements et plus	55,0000	4	7 logements et plus
Eau - Compteur - Phase I	,5000	5	Eau - Compteur - Phase

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☐	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17		6 086 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 ☒

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23	24 ☒	25
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26	27 ☒	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28	29 ☒	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33	34 ☒	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	2 265 500
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres

	8	
--	---	--

	9	2 265 500
--	---	-----------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	135 500
-----	----	---------

Égout	11	52 250
-------	----	--------

Traitement des eaux usées	12	45 875
---------------------------	----	--------

Matières résiduelles	13	238 025
----------------------	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	14	
---	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	10 250
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	457 825
---------------------	----	---------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	939 725
--	----	---------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
--------------------------------------	----	--

Autres	23	
--------	----	--

	24	
--	----	--

	25	939 725
--	----	---------

	26	3 205 225
--	----	-----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 325
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	1 325

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	1 275
	9	1 275

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 600

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	425
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	425

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 025

557

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 364 123 250	X 5 0,5700 /100\$	6 2 116 075				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 1 820 000	X 8 0,5700 /100\$	9 10 375				
Immeubles non résidentiels	10 9 387 750	X 11 1,1800 /100\$	12 110 775				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 1 438 600	X 20 1,0300 /100\$	21 14 825				
Immeubles agricoles	22 2 337 100	X 23 0,5700 /100\$	24 13 450				
Total			25 2 265 500	26 (.....	27 (.....	28	29 2 265 500
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58

558

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....)	27 (.....)	28	29
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....)	56 (.....)	57	58
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 6 5	,	0 0	\$
Égout	2	1 8 5	,	0 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 2 0	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Raccordement eau et égout - Phase I	0,1130	1	Dette - Réseau Phase I
Raccordement eau et égout - Phase I	531,2500	4	Dette - Réseau Phase I
Raccordement eau	574,5000	4	Prsequ'Ille Asselin
Raccordement eau et égout	487,5000	4	Place du Marquis
Raccordement condominium	1 189,7500	4	Dette - Place Marquis
Raccordement condominium	20,7500	4	Travaux - Place Marquis
Collecte sélective - 7 logements et plus	55,0000	4	
Eau - Compteur - Phase I	0,5000	5	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions 1 3 205 225

Ajouter

Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité
municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM 2 _____

Déduire

Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et
l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente
de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la
Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles
92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales
(chapitre C-47.1) 3

Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM 4

Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM 5

Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM 6

Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement
avant l'échéance 7

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations
d'évaluations foncière et locative

Montant relatif aux taxes foncières 8

Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative 9 10 _____

Revenus de taxes 11 3 205 225

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	3 205 225
------------------	---	-----------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	<u>3 205 225</u>
----------------------	---	------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	57 275
--	---	--------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 250
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
--	---	--

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>3 137 700</u>
---	----	------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	1	<u>3 137 700</u>
Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les revenus de la taxe foncière générale	2	<u>379 106 700</u>
Taux global de taxation prévisionnel de 2017 (ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$	3	<u> 0 </u> , <u>8 2 7 7 </u> /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	110 775			14 825	10 375	13 450
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	6 150					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	116 925			14 825	10 375	13 450

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 116 075			2 265 500
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	457 825			457 825
Autres	13	465 500			471 650
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 039 400			3 194 975

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☐	5 ☒
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Pour le rôle de la valeur locative	9 ☐	10 ☐	11 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 ☐	13 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 ☒	15 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	16	10 034 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	3 600 025 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 189 800 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	284 150 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	25 000 \$	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Léry J6N 1E8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 692-6861
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 692-6881
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dstewart@lery.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Dale Stewart

Téléphone (450) 692-6861
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 692-6881
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dstewart@lery.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Chiasson Gauvreau Inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 185, boul. St-Jean-Baptiste, bureau 200
(no) (rue)
Châteauguay J6K 3B4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-1091
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-3238
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Isenecal@chiassongauvreau.ca

Responsable du dossier Louise Sénécal, B.A.A.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Dale Stewart , atteste que le rapport financier
de Léry pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2017-07-10 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Léry .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Léry consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Léry détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (18 152) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,8532 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-07-05 11:51:42

Date de transmission au Ministère : 2017/07/12